

FRIDDEN

LE SATELLITE SUR LA SELLETTE

Encore une promo !

Raymond Klein

L'affaire du satellite ne semble pas remettre en question le projet, même devenu plus cher. François Bausch essaie de le faire passer comme une « bonne affaire ».

À l'automne, la Chambre va sans doute voter une rallonge budgétaire de près de 150 millions d'euros pour le fameux satellite militaire LUXEO-Sys, un projet mal ficelé au départ par Étienne Schneider et rempaqueté de manière douteuse par François Bausch.

Comment en est-on arrivé là ? Sur une tonalité satirique, nous l'avions expliqué dans un commentaire en ligne (woxx.eu/satellit) de la manière suivante : tour à tour, le ministre de l'Armée du LSAP, puis son successeur de Déi Gréng, ont été atteints du naïvovirus. L'infection a fait croire à Schneider que l'armée luxembourgeoise pourrait gérer elle-même l'exploitation complexe d'un satellite d'observation. Quant à Bausch, il s' imagine que les photos fournies ne seront pas mises au service d'opérations offensives.

Le joujou des ministres

Le ministre de l'Armée actuel avait pourtant réagi de manière sensée en découvrant le problème budgétaire laissé par son prédécesseur. Il avait assuré que, lors de l'adoption du premier budget de 170 millions en 2018, il n'avait pas pu prévoir l'explosion des coûts - Bausch était alors déjà membre du gouvernement Bettel. « Je ne tiens pas mordicus à ce projet », avait-il confié, tout en encourageant la Chambre à mener son enquête sur les dysfonctionnements. Enfin, dans la rallonge budgétaire, il

avait évoqué la somme de 180 millions, afin de jouer cartes sur table cette fois-ci.

De tout cela, il ne reste rien. Lors de la présentation du nouveau projet lundi dernier, Geoffroy Beaudot, responsable de LUXEO-Sys depuis le début, a expliqué qu'il savait très bien que dès 2018, le budget était épuisé, mais que ses supérieurs ne l'avaient pas écouté. Ce projet qui sent mauvais, Bausch l'a pourtant adopté, affirmant dans une interview avec le Wort : « Je crois que ce satellite colle bien avec le Luxembourg. » Quant à la possibilité d'une commission d'enquête parlementaire, il l'estime inappropriée, car « personne n'a fait quoi que ce soit d'illégal ». Une affirmation un peu risquée quand de l'argent public est dépensé dans des conditions pas très nettes.

Enfin, au lieu de soumettre sa « version améliorée » du projet à la Chambre à un prix affiché de 180 millions, il le propose « en promo ». Désormais, les coûts supplémentaires pour maintenir le projet sont estimés entre 118 et 139 millions « seulement ». C'est que les spécialistes de PWC ont entre-temps été payés pour faire un « recalcul » des coûts - ce qui laisse craindre qu'à l'« erreur de calcul » de Schneider s'en ajoute une seconde d'ici quelque temps.

L'impression que laisse l'appareil politique et administratif dans cette affaire est en tout lamentable. Il est vrai que sur de nombreux éléments, on ne peut être certain qu'il s'agisse de malveillance ou de complaisance. L'hypothèse de l'incompétence ou de l'irresponsabilité est la plus clémente pour la réputation des personnes impliquées, mais ne rassure pas. Ainsi, on comprend mal comment le

fonctionnaire responsable, Geoffroy Beaudot, qui affirme avoir anticipé les problèmes, a accepté d'être complice des agissements irresponsables de sa hiérarchie. Et lors de l'élaboration du projet de loi en 2018, Patrick Heck, l'ex-directeur de la Défense, a-t-il trompé son propre ministre, ou est-ce Schneider qui a délibérément induit en erreur le Conseil de gouvernement et la Chambre ? Ou alors est-ce cette dernière qui a fermé les yeux, en omettant d'exiger une fiche financière notamment ? Pourtant, le rapporteur Marc Angel affirme qu'on lui avait fait croire que le budget initial de 170 millions comprenait l'ensemble des coûts...

Le rêve spatial d'Étienne Schneider

Schneider est-il le politicien sans scrupules que certain-e-s voient en lui, sera-t-il bientôt nommé au conseil d'administration de la société OHB, qui a récolté 150 millions sur ce projet ? Ou a-t-il fait preuve de trop d'enthousiasme et pas assez de rigueur dans sa tentative d'organiser un win-win-win entre industrie spatiale, attractivité économique et utilité des dépenses militaires ? Notons que la société LuxGovSat, qui gère l'autre satellite, dédié à la communication militaire, n'est désormais plus candidate à la prise en charge, comme prévu, du pilotage du satellite. Décidément, le rêve spatial luxembourgeois de Schneider est en train de se fissurer avec cette affaire.

Pourquoi alors poursuivre le projet ? Première raison, assez évidente : si on renonce au satellite, on perd l'argent déjà engagé. 145 millions, affirme Bausch, ce qui lui permet de

recommander d'augmenter encore la mise, afin de finir par avoir quelque chose en échange de l'argent dépensé. Évidemment, gonfler les pertes potentielles arrange le ministre, qui semble s'être attaché à ce joujou militaire. Clairement, il n'a pas fait examiner les possibilités d'un recours judiciaire contre la société OHB, qui a profité d'une procédure d'attribution douteuse, et qui pourrait être ouverte à un arrangement discret.

En fait, c'est la seconde raison qui empêche Bausch d'envisager l'abandon du projet : l'obligation d'augmenter les dépenses militaires dans le cadre de l'Otan. Certes, Bausch prend ses distances avec l'objectif de 2 % du PIB prescrit par les États-Unis et remet en question le mode de calcul de ces dépenses, en voulant inclure d'autres postes budgétaires relatifs notamment à la prévention des conflits. Il n'en a pas moins intégré le gonflement planifié de ces dépenses, qui doivent passer à 0,72 % en 2023. Rappelons qu'avec 0,6 % aujourd'hui, et moins de 0,4 % jusqu'en 2014, le Luxembourg fait figure de cancre au sein de l'alliance - l'élève modèle (derrière les États-Unis) étant... la Grèce, avec 2,22 % en 2018.

Tout pour l'Otan !

La logique perverse à l'œuvre dans cette course aux dépenses d'armement devient évidente quand on la met en parallèle avec l'objectif d'aide publique au développement, fixé par l'ONU. Il est de 0,7 % du revenu national brut (RNB) seulement, et pourtant, très peu de pays l'atteignent... les États-Unis sont à 0,17 %. Le Luxembourg aime à se vanter de son taux élevé - autour de 1 % - qui est un peu

« Vous me devez encore 1,4 pour cent. » Pour manger à sa faim, mieux vaut plaire à Jens Stoltenberg, cantinier et secrétaire général de l'Otan.



WIKIMEDIA : SWADIM ; CC BY-SA 4.0

biaisé par le fait que notre PIB dépasse fortement le RNB. Néanmoins, avec le chiffre plus comparable de 0,7 % du PIB, notre pays affirme à juste titre contribuer sérieusement à la paix et à la sécurité. Hélas, la décision d'augmenter les dépenses militaires nationales n'a pas été accompagnée d'une approche semblable en matière d'aide au développement. Au contraire, ce dernier budget est actuellement sous pression à cause de la baisse conjoncturelle de la richesse produite (voir l'interview avec Franz Fayot dans le woxx 1587) - un couplage qui ne semble pas s'appliquer en matière de dépenses militaires.

La chimère défensive de François Bausch

Dans l'interview avec le Wort, Bausch évoque aussi l'achat d'avions ravitailleurs A330 MRTT, en cours, mais estime que cela ne suffira pas pour atteindre les 0,72 % en 2023 et conclut : « Donc, si nous ne réalisons pas le projet de satellite, cela nous rejette énormément en arrière. » Or ce souci de « plaire à l'Otan » est entièrement partagé par le CSV. Ce qui explique que ce parti a saisi l'occasion de l'affaire pour attaquer Bausch et surtout Schneider, mais n'a jamais sérieusement remis en question le projet LUXEOSys. Interrogée par Papperjam, Diane Adehm, présidente de la commission de contrôle budgétaire, s'était ainsi montrée favorable au satellite, car « nous n'avons pas d'autres projets en cours qui nous permettraient de remplir nos obligations vis-à-vis de l'Otan ».

Que le CSV ne porte pas un regard critique sur l'Otan ne surprend guère, mais le parti Déi Gréng, issu

entre autres du mouvement pacifiste des années 1980, déçoit quand il reprend aveuglément le projet d'augmenter les dépenses militaires. Il est vrai que le document d'orientation des Verts en matière de politique de sécurité, présenté il y a six mois, glorifiait les droits humains et le multilatéralisme, mais sans se distancier ni de l'interventionnisme pseudo-humanitaire des pays occidentaux ni de l'Otan (woxx 1566 : « Grüner Iertsebuli »). Or, soutenir l'alliance ces temps-ci, c'est soutenir les États-Unis, devenus un des plus grands dangers pour la paix sous l'impulsion de Donald Trump. Plutôt que de mettre un satellite à la disposition de l'Otan, il serait préférable de brûler des billets afin d'atteindre les 0,72 %.

François Bausch semble vraiment atteint du naïvovirus quand il explique au Wort que l'armée sert à défendre des valeurs, mais ne doit pas servir une « politique militaire agressive et offensive visant à occuper des territoires adverses ». Quand il évoque les investissements militaires luxembourgeois, il suggère qu'ils ser-

viront surtout dans le civil. Ainsi, le satellite ferait un monitoring des surfaces agricoles et les A330 MRTT transporteraient des malades par voie aérienne. C'est effectivement une des options mentionnées par le constructeur Airbus, qui insiste surtout sur la configuration « light medevac », avec un intérieur passagers à l'aller et un intérieur literie au retour : amener des troupes dans la zone de combat, puis évacuer les blessé-e-s. Surtout, le ministre semble ignorer que ce type d'avion est bien plus cher que les modèles civils, et qu'on l'achète surtout pour sa fonction première : ravitailler en vol des avions de combat, afin d'étendre leur rayon d'action... les actions en question n'étant donc guère « défensives ».

Quant au satellite, « nous pouvons [l']utiliser de multiples manières sans qu'il y ait quelque chose d'offensif », assure Bausch. Lors de la présentation de lundi, la plupart des exemples d'images satellitaires avaient une connotation civile ou humanitaire. Face au Wort, le ministre évoque aussi le cas d'une installation

nucléaire du « méchant » Iran qu'on photographierait pour que l'ONU puisse voir si elle est en train d'être militarisée. Et si on transmettait les clichés à quelqu'un sur la liste des « gentils » afin que l'attaque ne loupe pas, serait-ce encore un usage « défensif » ? Enfin, « surveiller la côte italienne », comme s'exprime Bausch, serait-ce vraiment pour sauver des naufragé-e-s, et pas plutôt pour « défendre » l'Europe contre les réfugié-e-s traversant la Méditerranée ? L'hypothèse du naïvovirus ne tient pas : décidément, le ministre est porteur du cynicovirus !